

Après en avoir délibéré,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 17, § 1^{er}, 1° de l'arrêté du Gouvernement flamand du 19 décembre 1997 fixant les attributions des membres du Gouvernement flamand, est remplacé par les dispositions suivantes :

"En ce qui concerne la passation de marchés publics pour des travaux, fournitures et services, les membres du Gouvernement flamand ont la délégation, chacun en ce qui le concerne, pour le choix du mode de passation et de la passation de marchés dont le montant estimé ou le montant d'inscription à approuver est inférieur aux montants figurant au tableau suivant :

	Adjudication publique ou appel d'offres général	Adjudication restreinte ou appel d'offres restreint	Procédure de négociation avec avis préalable	Procédure de négociation
Travaux	650 millions de francs	100 millions de francs	75 millions de francs	50 millions de francs
Fournitures	400 millions de francs	60 millions de francs	45 millions de francs	30 millions de francs
Services	120 millions de francs	40 millions de francs	25 millions de francs	10 millions de francs

Pour les concessions de travaux publics, la délégation est valable pour les montants inférieurs à 100 millions de francs; pour les appels d'offres, la délégation est valable pour les montants inférieurs à 120 millions de francs lorsqu'il s'agit d'appels d'offres généraux, et pour les montants inférieurs à 40 millions de francs pour les appels d'offres restreints.

Art. 2. Les membres du Gouvernement flamand sont, chacun en ce qui le concerne, chargés de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 19 décembre 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

Ministre flamand de la Politique extérieure, des Affaires européennes, des Sciences et de la Technologie,
L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre Vice-Président du Gouvernement flamand,

Ministre flamand des Travaux publics, des Transports et de l'Aménagement du Territoire,
S. STEVAERT

Le Ministre flamand de l'Environnement et de l'Emploi,

Th. KELCHTERMANS

Le Ministre flamand des Finances, du Budget et de la Politique de Santé,

Mme W. DEMEESTER-DE MEYER

Le Ministre flamand des Affaires intérieures, de la Politique urbaine et du Logement,

L. PEETERS

Le Ministre flamand de l'Enseignement et de la Fonction publique,

E. BALDEWIJNS

Le Ministre flamand de la Culture, de la Famille et de l'Aide sociale,

L. MARTENS

Le Ministre flamand de l'Economie, des PME, de l'Agriculture et des Médias,

E. VAN ROMPUY

Le Ministre flamand des Affaires bruxelloises et de l'Egalité des Chances,

Mme B GROUWELS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 99 — 191

[C - 99/27032]

10 DECEMBRE 1998. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'octroi de subventions pour la restauration, la rénovation, la valorisation et la mise en valeur du Petit Patrimoine Populaire Wallon

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par la loi du 8 août 1988, notamment l'article 6;

Vu le Code wallon d'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, notamment l'article 235;

Vu l'arrêté royal n° 5 du 18 avril 1967 relatif au contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 et modifiées par la loi du 9 août 1980, notamment l'article 3, § 1^{er};

Considérant qu'il y a lieu de prendre, sans tarder, toutes les initiatives nécessaires au lancement et à l'organisation de la nouvelle opération de restauration, rénovation, valorisation et promotion du Petit Patrimoine Populaire Wallon,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans les limites des crédits budgétaires, le Ministre qui a le Patrimoine dans ses attributions, peut accorder une aide maximale de 250 000 FB pour des travaux d'entretien, de réparation, de restauration et d'aménagement, assortis ou non de mesures de conservation d'un arbre remarquable, du Petit Patrimoine Populaire Wallon repris dans l'annexe 1.

Une subvention maximale de 100 000 FB est accordée pour toute action collective de mise en valeur et de promotion du Petit Patrimoine Populaire Wallon (exposition de photographies, rallye pédestre, circuit-promenade, visite guidée, itinéraire balisé, éditions de dossiers pédagogiques, cartes-promenades, dépliants, brochures avec illustrations et notices descriptives,...).

La subvention n'est pas accordée pour la création d'un élément du petit patrimoine visé ci-dessus.

Art. 2. Après avis de la commission visée à l'article 3, la subvention peut être accordée à toute personne, physique ou morale, de droit privé ou de droit public, sur base d'un dossier de mise en valeur comprenant les documents suivants :

- a) un plan de situation de l'élément patrimonial indiquant notamment si celui-ci est accessible à tous ou largement visible du domaine public;
- b) une description de l'élément, accompagnée d'au moins deux photos et diapositives récentes;
- c) l'indication, détaillée et chiffrée, des actes et travaux ou des actions de promotion à l'aide de devis précis;
- d) tous renseignements relatifs au statut de l'élément (propriété et mode de gestion ou d'entretien); au cas où le demandeur de la subvention n'est pas propriétaire ou titulaire de droits réels, l'autorisation de ce dernier doit être jointe au dossier, si l'aide postulée vise des actes et travaux.

La demande de subvention n'est pas prise en considération dès lors que l'élément n'est pas visible ou accessible au public.

Art. 3. Sur proposition du Ministre qui a le Patrimoine dans ses attributions, le Gouvernement wallon institue une commission chargée de rendre un avis pour chaque dossier de demande de subvention.

La commission est composée de six membres ayant voix délibérative :

- deux délégués du Gouvernement wallon, dont un représentant du Ministre ayant le Patrimoine dans ses attributions, qui assure la présidence de la Commission;
- deux délégués de la Commission Royale des Monuments, Sites et Fouilles;
- le directeur général de la Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine ou son délégué;
- l'inspecteur général de la Division du Patrimoine de la Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine ou son délégué.

Le secrétariat de la commission est tenu par un agent de la Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine.

Art. 4. Les dossiers complets, adressés à l'Administration, seront transmis à la commission visée à l'article 3 du présent arrêté, laquelle est chargée de rendre un avis pour chaque projet. Cette commission se réunit une fois par mois.

Un arrêté de subventionnement sera ensuite notifié au demandeur; les travaux ne pourront débuter qu'après réception de celui-ci et devront être réalisés dans un délai de douze mois. S'il échet, le permis d'urbanisme requis est déposé simultanément à la demande de subvention.

La moitié du subside sera liquidé dès la notification de cet arrêté.

Une fois le projet réalisé, le demandeur fera parvenir les factures accompagnées de deux photos au moins.

Après un contrôle sur le terrain et avis de la commission, le solde sera versé à concurrence du montant des factures.

En cas d'utilisation non conforme du subside, le montant de l'avance sera récupéré et le droit au subside s'éteindra automatiquement.

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur dès sa publication au *Moniteur belge*.

Namur, le 10 décembre 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Annexe

Eléments constitutifs du petit patrimoine populaire wallon pouvant faire l'objet d'une demande de subvention dans le cadre de cette campagne :

1. Les points d'eau
 - 1.1. Les fontaines : constructions d'où l'eau se déverse en permanence dans un bassin ou une vasque.
 - 1.2. Les perrons-fontaines : monuments à colonne entourés d'un bassin de même plan parfois subdivisé, souvent ornementés de statues, bas-reliefs, motifs.
 - 1.3. Les pompes : appareils, souvent colonnes en fonte ou édicules en pierre, munis d'un mécanisme permettant à l'aide d'un levier-piston d'extraire l'eau.
 - 1.4. Les puits : cavités maçonnées et creusées dans le sol afin de puiser l'eau dans les nappes souterraines.
 - 1.5. Les lavoirs : constructions à usage collectif aménagées pour laver le linge dans un ou plusieurs bassins reliés à une source ou à une arrivée d'eau.
 - 1.6. Les abreuvoirs : bacs maçonnés, taillés ou assemblés, destinés au cheptel.

1.7. Les sources : points d'émergence pour la distribution collective d'eau. Endroits où une eau souterraine se déverse à la surface du sol, recueillie ou non sous forme d'une pièce d'eau.

1.8. Les roues à aubes : rappel d'une ancienne activité économique, moulin, forge,... La mesure concerne la roue à aubes et non le mécanisme qu'elle actionne.

2. Le petit patrimoine sacré

2.1. Les croix : expressions de la piété populaire matérialisée par une croix (en bois, en métal, en pierre,...).

2.2. Les calvaires : croix dont l'iconographie commémore la passion du Christ. Le Christ en croix est ici accompagné de la Vierge, d'autres saints ou de symboles religieux.

2.3. Les potales : niches creusées dans un mur et abritant la statue d'un saint, généralement fermées par une grille ou une vitre, et placées le plus souvent au-dessus d'une porte ou à l'angle d'un bâtiment. Par analogie, toute petite chapelle en bois fixée au mur dont elle se dégage, voire à un arbre

2.4. Les bornes-potales : les potales sont dites bornes-potales lorsqu'elles sont posées sur un piédestal. Il s'agit alors d'édicules en pierre ou en métal qui sont soit adossés à un mur, soit isolés sur le bord d'une route ou d'un chemin.

2.5. Les reposoirs fixes : petites constructions élevées jadis au bord des routes pour le repos et la prière des voyageurs. Eléments bâtis (briques, moellons,...) destinés aujourd'hui à contenir statue et divers objets de culte.

2.6. Les arbres à clous : arbres munis de vieux clous dont les têtes affleurent à la surface de l'écorce. Arbres qui ont fait l'objet d'une pratique, le clouage, survivance d'anciennes croyances populaires visant à venir à bout de certaines affections, principalement les maux de dents et les maladies de la peau.

3. Les ouvertures

3.1. Les portes : ouvertures spécialement aménagées dans un mur d'une partie construite pour permettre le passage.

3.2. Les portails : compositions monumentales, par la dimension ou la décoration, à une ou plusieurs portes.

3.3. Les portiques : galeries en rez-de-chaussée, soutenues par deux rangées de colonnes ou par un mur et une rangée de colonnes.

4. La signalisation

4.1. Les enseignes suspendues : objets en terre cuite, en bois ou en métal, peints ou travaillés, suspendus à une attache (hampe) perpendiculairement à la façade.

4.2. Les enseignes en pierre : motifs sculptés en bas-relief, le plus souvent de forme rectangulaire ou carrée, peints ou non, intégrés à l'architecture. Images taillées identifiant la maison d'un artisan, d'un négociant ou d'un bourgeois.

4.3. Les colonnes Morris : édicules cylindriques sur lesquels on affiche les programmes de spectacle, d'expositions, etc.

4.4. Les panneaux de signalisation : éléments supportant un ou des panneaux de signalisation (surfaces planes de bois, de métal,...) servant de supports à des inscriptions. Anciens poteaux indicateurs avec bras directionnels mentionnant destinations routières et directions.

5. La délimitation

5.1. Les bornes-frontières : pierres plantées dans le sol, comportant souvent des inscriptions afin de délimiter le territoire entre Principautés, Duchés ou Etats.

5.2. Les bornes de limite : bornes délimitant une propriété, un domaine, une seigneurie, une paroisse, un terrain,... souvent décorées d'armoiries ou d'initiales.

5.3. Les bornes topographiques : bornes descriptives du relief d'un lieu, d'un terrain, d'une portion de territoire ou d'un Etat. Indispensables pour les levées de cartes, les plans de terrains, la fixation des cotes de nivellement.

5.4. Les bornes géodésiques : bornes divisant la planète afin d'en permettre la mesure et en déterminer la forme.

5.5. Les bornes postales : édicules rouges installés sur les trottoirs et ornés du cornet postal qui sont destinés à recueillir la correspondance.

5.6. Les arbres limites et arbres repères : les arbres limites qui font office de bornes sont des arbres dont la localisation dépend de leur position entre des territoires frontaliers (seigneuries, paroisses, juridictions, propriétés privées,...). Les arbres repères sont ceux dont la localisation est liée à leur caractère imposant et leur position dominante, notamment sur la ligne d'horizon.

6. L'éclairage

6.1. Les réverbères : appareils destinés à l'éclairage de la voie publique.

6.2. Les candélabres : colonnes métalliques ornementées et portant un dispositif d'éclairage public, à l'image d'un grand chandelier à plusieurs branches et sources lumineuses.

6.3. Les consoles appliquées : organes fixés en saillie sur un mur et destinés à porter un appareil d'éclairage public, à une ou plusieurs sources lumineuses.

7. La mesure du temps et de l'espace

7.1. Les horloges : appareils fixes de mesure du temps, intégrés au mur des maisons communales, des gares, des beffrois, des églises,...

7.2. Les cadrans solaires : horloges solaires, de forme carrée ou ronde, au cadran gravé ou dessiné à même la façade d'un bâtiment.

7.3. Les tables d'orientation : tables circulaires de pierre sur lesquelles sont figurés les points cardinaux et les principales caractéristiques topographiques.

8. La justice et les libertés

8.1. Les perrons : colonnes de pierre érigées sur un socle à plusieurs degrés, symbolisant les libertés.

8.2. Les croix de justice : croix servant à marquer l'endroit où la justice était rendue et les sentences proclamées.

8.3. Les piloris : piliers, colonnes, poteaux, petits mâts auxquels on attachait les condamnés pour les exposer à l'indignation publique. Parfois, ils portent une roue sur laquelle étaient fixés et torturés les malfaiteurs.

8.4. Les arbres gibets : arbres ayant servi à la pendaison.

9. Le repos

9.1. Les bancs publics : sièges en bois, en métal ou en pierre, mis à disposition de la collectivité dans un espace accessible à tous.

10. L'ornementation en fer

10.1. Les pièces ouvragées de consolidation, de soutien et de rotation : ancrés (ouvrages métalliques destinés à consolider un mur), pentures (bandes de fer fixées sur les battants d'une porte), ferrures (pièces d'assemblage métalliques).

10.2. Les pièces ouvragées de protection : garde-corps de balcons et fenêtres (ouvrages à hauteur d'appui devant un vide), grilles (ouvrages à claire-voie destinés à protéger ou à interdire l'accès d'un lieu), grilles de rampes d'escalier, auvents (couvertures en surplomb d'un espace à l'air libre, devant une baie ou une façade), girouettes (plaques de métal qui, en tournant autour d'un axe vertical placé au sommet d'un édifice, indiquent par leur orientation la direction du vent).

10.3. Les pièces ouvragées de sécurité : serrures, gonds, heurtoirs, chaînes d'entrave.

11. La commémoration

11.1 Les monuments aux morts des deux guerres mondiales : monuments édifiés en hommage aux morts de la guerre 14-18 et/ou de la guerre 40-45. Monuments en pierre, plaques commémoratives,...

11.2. Les témoins d'événements du passé : monuments, statues ou plaques commémoratives concernant un personnage illustre, un événement culturel ou un fait historique.

11.3. Les arbres commémoratifs : arbres plantés à l'occasion d'un événement mémorable (arbre du Centenaire de l'indépendance belge,...) ou rappelant un fait historique (arbre Napoléon,...).

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 décembre 1998 relatif à l'octroi de subventions pour la restauration, la rénovation, la valorisation et la mise en valeur du Petit Patrimoine Populaire Wallon.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 99 — 191

[C — 99/27032]

10. DEZEMBER 1998 — Erlaß der Wallonischen Regierung über die Gewährung von Subventionen für die Restaurierung, die Renovierung, die Hervorhebung und die Aufwertung des kleinen Volkserbgutes der Wallonie

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, abgeändert durch das Gesetz vom 8. August 1988, insbesondere des Artikels 6;

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, insbesondere des Artikels 235;

Aufgrund des Königlichen Erlasses Nr. 5 vom 18. April 1967 bezüglich der Kontrolle über die Gewährung und Verwendung der Zuschüsse;

Aufgrund des Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, in ihrer durch das Gesetz vom 9. August 1980 abgeänderten Fassung, insbesondere des Artikels 3, § 1;

In der Erwägung, daß der Anlaß besteht, alle notwendigen Initiativen für den Start und die Organisation der neuen Operation zur Restaurierung, Renovierung, Hervorhebung und Aufwertung des kleinen Volkserbgutes der Wallonie möglichst schnell zu ergreifen;

Beschließt:

Artikel 1 - Innerhalb der Begrenzungen der Haushaltsmittel kann der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Erbe gehört, für Arbeiten zur Unterhaltung, Instandhaltung, Restaurierung und Einrichtung des in Anlage 1 beschriebenen kleinen Wallonischen Volkserbgutes mit oder ohne Schutzmaßnahmen zugunsten eines bemerkenswerten Baums, eine maximale Beihilfe von 250 000 BEF gewähren.

Es wird eine maximale Subvention von 100 000 BEF für jede kollektive Maßnahme zur Förderung und Aufwertung des kleinen Volkserbgutes gewährt (Fotoausstellung, Fußwanderung, Spazierwanderwege, Führung, markierter Wanderweg, Veröffentlichung von pädagogischen Akten, Wanderkarten, kleine Druckschriften, illustrierte Broschüren und beschreibende Notizen,...)

Der Zuschuß wird nicht für die Schaffung eines Gegenstandes des oben erwähnten kleinen Volkserbgutes gewährt.

Art. 2 - Nach erfolgter Begutachtung durch die in Artikel 3 erwähnte Kommission kann die Subvention jeglicher natürlichen bzw. juristischen Person des öffentlichen oder des privaten Rechts auf der Grundlage einer Aufwertungsakte gewährt werden, die folgende Unterlagen enthält:

a) ein Lageplan des Erbgutgegenstands, auf dem unter anderem anzugeben ist, ob der Gegenstand allen zugänglich bzw. weitgehend vom öffentlichen Eigentum aus sichtbar ist;

b) eine Beschreibung des Gegenstands, nebst mindestens zwei rezenten Fotos und Diapositiven;

c) eine detaillierte und bezifferte Angabe über die Tätigkeiten und Arbeiten oder Förderungsaktionen anhand einer genauen Veranschlagung;

d) jegliche Auskünfte über die Rechtsstellung des Gegenstands (Eigentumsverhältnis sowie Verwaltungsmodus bzw. Unterhaltungsweise); falls der Zuschußantragsteller nicht zugleich Eigentümer oder Inhaber eines dinglichen Rechtes ist, soll seine Zulassung der Akte beiliegen, wenn die beantragte Beihilfe Tätigkeiten und Arbeiten betrifft.

Der Zuschußantrag bleibt unberücksichtigt, wenn der Gegenstand für die Öffentlichkeit weder sichtbar noch zugänglich ist.

Art. 3 - Auf Vorschlag des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Erbe gehört, setzt die Wallonische Regierung eine Kommission ein, die damit beauftragt ist, über jede Zuschußantragsakte ein Gutachten abzugeben.

Die Kommission setzt sich aus sechs Mitgliedern mit beschließender Stimme zusammen:

- zwei Vertretern der Wallonischen Regierung, unter denen ein Vertreter des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Erbe gehört, welcher den Vorsitz der Kommission führt;
- zwei Vertretern der Königlichen Kommission für Denkmäler, Landschaften und Ausgrabungen;
- dem Generaldirektor der Generaldirektion der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Erbes oder seinem Vertreter;
- dem Generalinspektor der Abteilung Erbe der Generaldirektion der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Erbes oder seinem Vertreter.

Das Sekretariat der Kommission führt ein Beamter der Generaldirektion der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Erbes.

Art. 4 - Die an die Verwaltung gerichteten vollständigen Akten werden der in Artikel 3 des vorliegenden Erlasses erwähnten Kommission weitergeleitet. Diese ist damit beauftragt, für jedes Projekt ein Gutachten abzugeben. Die Kommission tagt einmal im Monat.

Ein Bezuschussungserlaß wird anschließend dem Antragsteller zugestellt; die Arbeiten können erst nach Empfang dieses Erlasses angefangen werden, und müssen innerhalb zwölf Monaten fertig sein. Gegebenenfalls wird die erforderliche Städtebaugenehmigung gleichzeitig mit dem Zuschußantrag abgegeben.

Die Hälfte des Zuschusses wird bei der Zustellung des Erlasses ausgezahlt.

Nach Verwirklichung des Projekts übermittelt der Antragsteller die Rechnungen zusammen mit mindestens zwei Fotos.

Nach einer Kontrolle an Ort und Stelle und nach Begutachtung durch die Kommission wird der Restbetrag in Höhe der Rechnungsbeträge gezahlt.

Bei nicht sachgemäßer Verwendung des Zuschusses wird der Betrag des Vorschusses beigetrieben und erlischt automatisch das Anrecht auf den Zuschuß.

Art. 5 - Der vorliegende Erlaß tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Namur, den 10. Dezember 1998

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung, beauftragt mit der Wirtschaft,
dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,

R. COLLIGNON

Anlage

Bestandteile des kleinen Wallonischen Volkserbgutes, die Gegenstand eines Zuschußantrags im Rahmen dieser Kampagne sein können:

1. Wasserstellen

- 1.1. Wand- und Springbrunnen: Anlagen, wo das Wasser ständig in ein Becken oder eine Schale abfließt.
- 1.2. Brunnen mit Säule: Denkmäler mit einer Säule, umgeben mit einem auf gleicher Ebene liegenden, manchmal untergliederten Becken, die oft mit Statuen, Basreliefs, Mustern verziert sind.
- 1.3. Pumpen: Geräte, oft Gußkolonnen oder Steinhäuschen, die mit einem Mechanismus zum Fördern von Wasser durch einen Pumpenkolben und -hebel versehen sind.
- 1.4. Brunnen: ausgemauerte, im Boden gegrabene Hohlräume zur Förderung von Grundwasser.
- 1.5. Waschhäuser: Anlagen zur gemeinschaftlichen Benutzung zum Waschen der Wäsche in einem oder mehreren Becken, die mit einer Quelle oder einem Wasserzufluß verbunden sind.
- 1.6. Tränken: ausgemauerte, behaute oder zusammengebaute Becken, die für das Vieh bestimmt sind.
- 1.7. Quellen: Austrittsstellen für die gemeinschaftliche Wasserverteilung. Stellen, wo ein Grundwasser an der Bodenfläche herausfließt und in Form einer Wasserzapfstelle gesammelt wird oder nicht.
- 1.8. Schaufelräder: Erinnerung an eine ehemalige wirtschaftliche Tätigkeit, wie zum Beispiel Mühle, Schmiede,...usw. Die Maßnahme betrifft das Schaufelrad selbst, und nicht den angetriebenen Mechanismus.

2. Kleines sakrales Volkserbgut

- 2.1. Kreuze: durch ein Kreuz (aus Holz, Metall, Stein,... usw.) verkörperter Ausdruck der Volksfrömmigkeit.
- 2.2. Kreuzweg bzw. Kreuzwegstation: Kreuze, deren Ikonographie des Leidens Christi gedenkt. Der Christ am Kreuz ist hier mit der Heiligen Maria, mit anderen Heiligen oder mit religiösen Symbolen dargestellt.
- 2.3. Bildernischen: in eine Mauer gegrabene Nischen, in denen die Statue eines Heiligen steht; sie werden meistens mit einem Gitter oder einer Glasscheibe abgeschlossen und stehen gewöhnlich über einer Tür oder an der Ecke eines Gebäudes. Analog dazu, jede kleine Holzkapelle, die an der Mauer, aus der sie hervorragt, oder an einem Baum befestigt ist.
- 2.4. Bildstöcke: die Bildernischen werden Bildstöcke genannt, wenn sie auf einem Sockel stehen. Es handelt sich dann um eine Art Stein- oder Metallsäule, die entweder an einer Mauer angebaut ist, oder allein am Rande einer Straße oder eines Wegs steht.
- 2.5. Ruheplätze: kleine Bauten, die früher am Rande der Straßen errichtet wurden, so daß die Reisenden dort ruhen und beten konnten. Bebaute Elemente (Ziegel-, Bruchsteine,...usw.), die heutzutage dazu bestimmt sind, eine Statue und verschiedene Kultusgegenstände zu enthalten.

2.6. Bäume mit Nägeln: Bäume mit alten Nägeln, deren Köpfe aus der Rinde heraus schauen. Bäume, die Gegenstand eines Brauchs gewesen sind, nämlich der Nagelung, eines Überbleibsel alter Volksglauben zum Besiegen bestimmter Schmerzen, hauptsächlich Zahnschmerzen und Hautkrankheiten.

3. Öffnungen

- 3.1. Tore: Öffnungen, die in der Mauer eines Bauteils speziell eingerichtet sind, um den Durchgang zu ermöglichen.
- 3.2. Portale: Bauwerke, die wegen ihrer Größe oder ihrer Verzierung einen monumentalen Charakter erhalten, mit einem oder mehreren Toren.
- 3.3. Säulengänge: Galerien im Erdgeschoß, die durch zwei Säulenreihen oder durch eine Mauer und eine Säulenreihe gestützt sind.

4. Beschilderung

4.1. Aushängeschilder: bemalte oder bearbeitete Gegenstände aus Tonerde, Holz oder Metall, die an einer Befestigungsvorrichtung (Haken) im rechten Winkel zur Fassade hängen.

4.2. Steinschilder: als Basrelief behaute Motive, meistens recht- oder viereckig, bemalt oder nicht, die in dem architektonischen Gebilde eingegliedert sind. Behaute Bilder zur Kennzeichnung des Hauses eines Handwerkers, eines Kaufmannes oder eines Bürgers.

4.3. Litfaßsäulen: zylindrische Säulen, an denen die Programme von Veranstaltungen, Ausstellungen usw. angeschlagen werden.

4.4. Hinweisschilder: Stützteile eines bzw. mehrerer Hinweisschilder (flache Bretter aus Holz, Metallplatten, usw.), die als Träger für Aufschriften dienen. Ehemalige Verkehrsschilder mit Richtungsarmen, die Bestimmungsorte und Richtungen angeben.

5. Begrenzung

5.1. Hoheitssteine: meist beschriftete, im Boden gesteckte Steine zur Kennzeichnung der Grenzen zwischen den Fürstentümern, Herzogtümern und Staaten.

5.2. Grenzsteine: Marksteine zur Begrenzung eines Grundstücks, eines Eigentums, eines Herrschaftsgebiets, einer Kirchengemeinde, eines Geländes, usw., die oft mit Wappen oder Initialen verziert sind.

5.3. topographische Markzeichen: Markzeichen, die das Relief eines Ortes, eines Geländes, des Teils eines Gebiets oder eines Staates beschreiben. Sie sind unerlässlich für die Landkartenaufnahmen, die Grundstückspläne, die Bestimmung der Höhenlage.

5.4. geodätische Markzeichen: Markzeichen, die den Planeten aufteilen, um seine Messung und Formbestimmung zu ermöglichen.

5.5. Posthäuschen: rotfarbene Häuschen, die auf den Bürgersteigen angelegt und mit dem Posthorn verziert sind, und die dazu bestimmt sind, die Post aufzunehmen.

5.6. Bäume zur Abgrenzung und Orientierung: die Abgrenzungsbäume, die als Grenzzeichen dienen, sind Bäume, deren Bestimmung durch ihre Lage zwischen Grenzgebieten (Herrschaftsgebieten, Kirchengemeinden, Gerichtsbezirken, Privateigentümern,...) bedingt ist. Unter Bäume zur Orientierung versteht man die Bäume, deren Bestimmung mit ihrem imponierenden Charakter und ihrer überragenden Lage, insbesondere an der Horizontlinie, verbunden ist.

6. Beleuchtung

6.1. Straßenlaternen: Geräte, die zur Beleuchtung der öffentlichen Straßen bestimmt sind.

6.2. Lichtmäste: verzierte Metallsäulen mit einer Vorrichtung zur öffentlichen Beleuchtung, die wie große mehrarmige Kerzenständer mit mehreren Lichtquellen aussehen.

6.3. Beleuchtungskonsolen: an der Mauer befestigte, vorspringende Anlagen, die dazu bestimmt sind, eine Vorrichtung zur öffentlichen Beleuchtung mit einer oder mehreren Lichtquellen zu tragen.

7. Zeit- und Raummessung:

7.1. Uhren: feste Geräte zur Messung der Zeit, die in den Mauern der Rathäuser, Bahnhöfe, Türme, Kirchen usw. eingemauert sind.

7.2. Sonnenuhren: runde oder viereckige Sonnenuhren, deren Zifferblatt direkt in die Fassade eines Gebäudes eingeritzt oder gemalt sind.

7.3. Orientierungstafeln: Steinscheiben, auf denen die Kardinalpunkte und die topographischen Hauptmerkmale angegeben sind.

8. Justiz und Freiheiten

8.1. "Perrons": Steinsäulen, die auf einem mehrstufigen Sockel zur Symbolisierung der Freiheiten errichtet sind.

8.2. Gerichtskreuz: Kreuz zur Kennzeichnung des Ortes, an dem Recht gesprochen und Urteile verkündet wurden.

8.3. Pranger: Pfeiler, Säulen, Pfähle, kleine Maste, an die die Verurteilten gebunden wurden, um sie auf diese Weise der öffentlichen Beschämung preiszugeben. Manchmal sind sie mit einem Rad versehen, an welches die Übeltäter gebunden und wo sie gefoltert wurden.

8.4. Galgenbäume: Bäume, die zum Erhängen gedient haben.

9. Ruhe

9.1. öffentliche Sitzbänke: Sitzplätze aus Holz, Metall oder Stein, die der Gemeinschaft in einem allen zugänglichen Ort zur Verfügung gestellt sind.

10. Eisenverzierung

10.1. verzierte Konsolidierungs-, Stütz- und Drehteile: Anker (Metallstrukturen zur Konsolidierung einer Mauer), Türbänder (Eisenbänder, die auf den Türflügeln befestigt sind), Beschläge (Verbindungsstücke aus Metall).

10.2. verzierte Schutzteile: Schutzgeländer an Balkonen und Fenstern (Strukturen in Stützhöhe vor einer Leere), Gitter (rostartige Konstruktionen, die dazu bestimmt sind, einen Ort zu schützen oder dessen Zugang zu verbieten), Gitter von Treppengeländern, Vordächer (vorspringende Decken über einen Raum im Freien, vor einer Öffnung oder einer Fassade), Windfahnen (Metallplatten, die sich um eine senkrechte, an der Spitze eines Gebäudes stehende Achse drehen, und durch ihre Orientierung die Windrichtung anzeigen).

10.3. verzierte Sicherheitssteile: Schlösser, Tür- und Fensterangeln, Türklopfer, Türketten.

11. Gedenken

11.1. Gefallenendenkmäler der zwei Weltkriege: Denkmäler, die in Andenken an die Gefallenen des Krieges 14-18 und/oder des Krieges 40-45 errichtet wurden. Steindenkmäler, Gedenkschilder...

11.2. Zeugen von Ereignissen der Vergangenheit: Denkmäler, Statuen oder Gedenkschilder bezüglich einer berühmten Person, eines kulturellen Ereignisses oder eines historischen Geschehnisses.

11.3. Gedenkbäume: Bäume, die bei einem denkwürdigen Ereignis (Baum zur Hundertjahrfeier der Belgischen Unabhängigkeit,...) gepflanzt wurden, oder die eines historischen Geschehnisses gedenken (Napoleon Baum,...)

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regierung vom 10. Dezember 1998 über die Gewährung von Subventionen für die Restaurierung, die Renovierung, die Hervorhebung und die Aufwertung des kleinen Volkserbgutes der Wallonie beigefügt zu werden.

Namur, den 10. Dezember 1998

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung, beauftragt mit der Wirtschaft,
dem Außenhandel, den KMB, dem Tourismus und dem Erbe,

R. COLLIGNON

VERTALING
MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 99 — 191

[C — 99/27032]

10 DECEMBER 1998. — Besluit van de Waalse Regering tot toekenning van toelagen voor de restauratie, de renovatie, de valorisatie en de opwaardering van het klein volkspatrimonium van Wallonië

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988, inzonderheid op artikel 6;

Gelet op het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, inzonderheid op artikel 235;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 5 van 18 april 1967 betreffende de controle op de toekenning en de aanwending van toelagen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 en gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980, inzonderheid op artikel 3, § 1;

Overwegende dat zo spoedig mogelijk alles in het werk moet worden gesteld om een nieuwe campagne op te starten en te organiseren in het kader van de restauratie, de renovatie, de valorisatie en de opwaardering van het klein volkspatrimonium van Wallonië,

Besluit :

Artikel 1. De Minister van Patrimonium kan binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten een toelage van maximum 250 000 BEF verlenen voor onderhouds-, herstel-, restauratie- en inrichtingswerken aan het klein volkspatrimonium van Wallonië bedoeld in bijlage 1. Deze werken kunnen al dan niet gepaard gaan met maatregelen voor het behoud van een merkwaardige boom.

Er wordt een toelage van maximum 100 000 BEF verleend voor elke gezamenlijke actie tot opwaardering en bevordering van het klein volkspatrimonium van Wallonië (fototentoonstellingen, voettochten, wandelroutes, rondleidingen, bebakende trajecten, uitgaven van pedagogische dossiers, wandelkaarten, folders, brochures met illustraties en beschrijvende aantekeningen,...).

Er wordt geen toelage verleend voor de oprichting van een bestanddeel van voormeld klein patrimonium.

Art. 2. Na advies van de in artikel 3 bedoelde commissie kan de toelage verleend worden aan elke privaats- of publiekrechtelijke natuurlijke of rechtspersoon op grond van een opwaarderingsdossier dat de volgende stukken bevat :

a) een situatie van het patrimoniaal bestanddeel, waarbij met name aangegeven wordt of het voor iedereen toegankelijk of goed zichtbaar is vanaf het openbaar domein;

b) een beschrijving van het bestanddeel, waarbij ten minste twee recente foto's en dia's gevoegd zijn;

c) een uitvoerige en gekwantificeerde opgave van de handelingen en werken of van de bevorderingsacties aan de hand van nauwkeurige kostenramingen;

d) alle gegevens over het statuut van het bestanddeel (eigendom en beheers- of onderhoudswijze); als de aanvrager van de toelage noch eigenaar noch houder is van zakelijke rechten, dient zijn machtiging bij het dossier te worden gevoegd indien de aangevraagde toelage handelingen en werken betreft.

De aanvraag om toelage wordt niet in aanmerking genomen als het bestanddeel onzichtbaar of ontoegankelijk is voor het publiek.

Art. 3. Op de voordracht van de Minister van Patrimonium stelt de Waalse Regering een commissie in, die advies moet uitbrengen over ieder dossier betreffende een aanvraag om toelage.

De commissie bestaat uit zes stemgerechtigde leden :

- twee afgevaardigden van de Waalse Regering, onder wie een vertegenwoordiger van de Minister van Patrimonium, die het voorzitterschap van de commissie waarneemt;

- twee afgevaardigden van de Koninklijke Commissie van Monumenten, Landschappen en Opgravingen;

- de directeur-generaal van het Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Patrimonium of zijn afgevaardigde;

- de inspecteur-generaal van de Afdeling Patrimonium van het Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Patrimonium of zijn afgevaardigde.

Het secretariaat van de commissie wordt waargenomen door een ambtenaar van het Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Patrimonium.

Art. 4. De volledige dossiers, die aan het Bestuur worden gericht, worden doorgestuurd naar de in artikel 3 van dit besluit bedoelde commissie, die advies moet uitbrengen over elk project. De commissie vergadert één keer per maand.

Een subsidiëringsbesluit wordt vervolgens aan de aanvrager meegedeeld; de werken kunnen pas aanvangen na ontvangst van dit besluit en moeten uitgevoerd worden binnen een termijn van twaalf maanden. In voorkomend geval wordt de vereiste stedenbouwkundige vergunning samen met de aanvraag om toelage ingediend. De helft van de toelage wordt uitbetaald bij de bekendmaking van dit besluit. Zodra het project uitgevoerd is, moet de aanvrager de facturen overmaken, samen met ten minste twee foto's.

Na een controle ter plaatse en na advies van de commissie zal het saldo gestort worden ten belope van het bedrag van de facturen.

In geval van ongeoorloofd gebruik van de toelage zal het bedrag van het voorschot ingevorderd worden en het recht op de toelage automatisch uitdoven.

Art. 5. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Namen, 10 december 1998.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

Bijlage

Bestanddelen van het klein volkspatrimonium waarvoor een toelage kan worden aangevraagd in het kader van deze campagne :

1. Waterpunten

- 1.1. Fontein : bekkens of een kuipen waarin voortdurend water wordt toegevoerd.
- 1.2. Zuilenfontein : zuilenmonumenten met eromheen een soms in vakken opgedeeld bekken, die vaak versierd zijn met standbeelden, bas-reliëfs, motieven.
- 1.3. Pompen : vaak gietijzerzuilen of stenen constructies voorzien van een mechanisme om water d.m.v. een zuiger omhoog te halen.
- 1.4. Putten : tot op het peil van het grondwater gegraven caviteiten waarvan de wand gemetseld is en waarlangs het water omhoog wordt gehaald.
- 1.5. Lavatoria : constructies voor gemeenschappelijk gebruik, waar het wasgoed gewassen werd in één of meer bekkens die aangesloten waren op een bron of opwellend grondwater.
- 1.6. Drinkbakken : gemetselde, behoude of aan elkaar vastgemaakte bakken die voor vee bestemd zijn.
- 1.7. Bronnen : plaatsen waar water ontspringt. Plaatsen waar grondwater aan de oppervlakte komt en waar al dan niet voorzien is in een tappunt.
- 1.8. Schoepenwielen : overblijfsels van een economische activiteit uit het verleden (molen, smidse,...). De maatregel betreft het schoepenwiel en niet het mechanisme dat door het wiel wordt aangedreven.

2. Klein heilig patrimonium

- 2.1. Kruisen : getuigenissen van de volksvroomheid (houten, metalen, stenen kruisen,...).
- 2.2. Calvaries : kruisen waarvan de iconografie het lijden van Christus herdenkt. Christus aan het Kruis in het gezelschap van Maria, van andere heiligen of omgeven van religieuze symbolen.
- 2.3. Kapelletjes : nissen die in een muur zijn gebouwd om het standbeeld van een heilige onder te brengen; ze zijn doorgaans afgeschermd met een rooster of een ruit en bevinden zich meestal boven een deur of op de hoek van een gebouw. Mutatis mutandis, elk houten kapelletje dat aan een muur of een boom bevestigd is.
- 2.4. Kapelletjes op een wegwijzing : die benaming wordt gebruikt als de kapelletjes op een voetstuk staan. Het gaat dan om stenen of om metalen constructies die tegen een muur zijn aangebouwd of langs een straat of een weg gelegen zijn.
- 2.5. Vaste rustaltaren : kleine constructies die vroeger langs wegen werden geplaatst als rust- en gebedsplaats voor reizigers. Gebouwde bestanddelen (baksteen, breuksteen,...) waar thans standbeelden en diverse eredienstvoorwerpen worden ondergebracht.
- 2.6. Spijkerbomen : bomen voorzien van oude spijkers waarvan de kop aan de schorsoppervlakte te zien is. Het bespijkeren van bomen is een overblijfsel van oude volksgeloven en diende om bepaalde kwalen te genezen, vooral kiespijn en huidziekten.

3. Openingen

- 3.1. Deuren : openingen die speciaal zijn aangebracht in een muur van een gebouw gedeelte om de doorgang mogelijk te maken.
- 3.2. Poorten : monumentale werken, wegens de afmetingen of de versiering ervan, die uit één of meer deuren bestaan.
- 3.3. Portieken : gelijkvloerse galerijen, gesteund door twee rijen zuilen of door een muur en een rij zuilen.

4. Signalisatie

- 4.1. Uithangborden : beschilderde of kunstig bewerkte voorwerpen uit terracotta, hout of metaal, die haaks op de gevel aan een schacht hangen.
- 4.2. Gevelstenen : halfverheven beeldhouwde motieven, meestal rechthoekig of vierkantig, al dan niet beschilderd en in het architecturaal geheel geïntegreerd. Gebeeldhouwde voorstellingen van het huis van een ambachtsman, een handelaar of een burger.
- 4.3. Aanplakzuilen : cilindrische zuilen waarop de programma's van schouwspelen, tentoonstellingen, enz. worden aangeplakt.
- 4.4. Verkeersborden : effen oppervlakken uit hout, metaal... waarop bestemmingen worden aangegeven. Oude wegwijzers waarop bestemmingen en richtingen worden aangegeven.

5. Afbakening

- 5.1. Grenspalen : in de grond bevestigde stenen, met doorgaans een aanduiding erop die wijst op een grensscheiding tussen Vorstendommen, Hertogdommen of Staten.
- 5.2. Grensstenen : stenen die een eigendom, een domein, een heerlijkheid, een parochie, een terrein,... afbakenen en die vaak versierd zijn met een wapenschild of beginletters.
- 5.3. Topografische merktekens : tekens die het reliëf van een plaats, een terrein, een gedeelte van een gebied of een staat aangeven. Ze zijn onontbeerlijk voor de cartografie, voor het opmaken van plannen van terreinen, voor de bepaling van de hoogtecijfers.
- 5.4. Geodetische merktekens : merken die de aarde opdelen om haar afmetingen en vorm te bepalen.
- 5.5. Staande brievenbussen : rode constructies op trottoirs, waarop de posthoorn voorkomt en die bestemd zijn om brieven te verzenden.
- 5.6. Grens- en merkbomen : grensbomen dienen als mijlpaal in grensgebieden (heerlijkheden, parochies, rechtsgebieden, privaat eigendommen,...). Merkbomen dienen wegens hun imponerende afmetingen en hun overheersende positie, met name op de horizonlijn.

6. Verlichting

- 6.1. Lantarens : toestellen voor de verlichting van de openbare weg.
- 6.2. Kandelabers : kunstig bewerkte metalen zuilen met een apparaat voor de openbare verlichting, zoals een grote kandelaar met verschillende armen en lichtbronnen.
- 6.3. Consoles : aan een muur bevestigde vooruitspringende delen die een openbaar verlichtingstoestel met één of meer lichtbronnen ondersteunen.

7. Tijd- en ruimtemeting
- 7.1. Uurwerken : tijdmeters die aan de gevel van gemeentehuizen, stations, belforten, kerken,...zijn bevestigd.
- 7.2. Zonnewijzers : vierkantige of cirkelvormige tijdmeters waarvan de wijzerplaat gegraveerd of getekend is op de gevel van een gebouw.
- 7.3. Oriëntatietafels : cirkelvormige stenen tafels waarop de windstreken en de voornaamste topografische kenmerken worden aangegeven.
8. Justitie en vrijheden
- 8.1. Perrons : stenen zuilen op een voetstuk met verschillende treden, die de vrijheden symboliseren.
- 8.2. Rechtskruisen : kruisen op plaatsen waar rechtgesproken werd en waar vonnissen werden geveld.
- 8.3. Kaken : pijlers, zuilen, palen of kleine masten waaraan veroordeelden gekluisterd werden om tentoongesteld te worden aan de algemene verontwaardiging. Soms voorzien van een wiel waaraan misdadigers werden vastgebonden en gefolterd.
- 8.4. Galgbomen : bomen waaraan misdadigers werden opgehangen.
9. Rust
- 9.1. Openbare banken : houten, metalen of stenen zitplaatsen die ter beschikking worden gesteld van de gemeenschap in een voor iedereen toegankelijke ruimte.
10. Ijzeren ornamenten
- 10.1. Kunstig bewerkte versterkings-, ondersteunings- en rotatiestukken : ankers (metalen houvasten voor de versterking van een muur), hengsels (metalen beslagen die aan deurvleugels bevestigd zijn), ijzerbeslagen (metalen verbindingstukken).
- 10.2. Kunstig bewerkte beschermingsstukken : balkonleuningen en ramen (voorzieningen op leunhoogte die voor de leegte beschutten), roosters (latwerken om de toegang tot een plaats af te schermen of te verbieden), roosters van trapleuningen, luifels (afdaken boven een open ruimte aan een muuropening of een gevel), windwijzers (metalen platen die de windrichting aanwijzen door te draaien om een stang die op een dak is opgesteld).
- 10.3. Kunstig bewerkte veiligheidsstukken : sloten, hengsels, deurkloppers, deurkettingen.
11. Herdenking
- 11.1. Monumenten voor de gesneuvelden van beide wereldoorlogen : monumenten ter ere van de gesneuvelden van de oorlog 14-18 en/of de oorlog 40-45. Stenen gebouwen, gedenkplaten,...
- 11.2. Getuigen van gebeurtenissen uit het verleden : monumenten, standbeelden of gedenkplaten betreffende een beroemd figuur, een cultureel of een historisch gebeurtenis.
- 11.3. Gedenkbomen : bomen gepland ter gelegenheid van een gedenkwaardig gebeurtenis (honderd jaar Belgische onafhankelijkheid) of ter herinnering aan een historisch feit (« arbre Napoléon »,...).
- Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 10 december 1998 tot toekenning van toelagen voor de restauratie, de renovatie, de valorisatie en de opwaardering van het klein volkspatrimonium van Wallonië.
- Namen, 10 december 1998.

De Minister-President van de Waalse Regering,
 belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,
 R. COLLIGNON



F. 99 — 192

[C - 99/27031]

27 DECEMBRE 1998. — Arrêté ministériel complétant, en application de l'article 417 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, la liste des territoires communaux et pourtours de territoires communaux dans le périmètre desquels s'applique le règlement général sur les bâtisses en site rural

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 68, alinéa 1^{er};

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, notamment les articles 76 et 77 ainsi que les articles 417 à 430 relatifs au règlement général sur les bâtisses en site rural;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 décembre 1996 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 1997 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement;

Considérant qu'il y lieu d'ajouter aux périmètres d'application déjà arrêtés pour l'application du règlement général sur les bâtisses en site rural ceux des villages de Anthée (commune de Onhaye), Arbre (commune de Profondeville), Awan (commune d'Aywaille), Bourseigne-Neuve (commune de Gedinne), Bourseigne-Vieille (commune de Gedinne), Chambralles (commune d'Aywaille), Couvreux (commune de Rouvroy), Crupet (commune d'Assesse), Dampicourt (commune de Rouvroy), Deigné (commune d'Aywaille), Emblève (commune d'Aywaille), Ernonheid (commune d'Aywaille), Fagnolle (commune de Philippeville), Falaën (commune de Onhaye), Faweux (commune d'Aywaille), Gedinne (commune de Gedinne), Harnoncourt (commune de Rouvroy), Harzé (commune d'Aywaille), Henumont (commune d'Aywaille), Houdremont (commune de Gedinne), Jauchelette (commune de Jodoigne), Kin (commune d'Aywaille), Lamorteau (commune de Rouvroy), Louette-Saint-Denis (commune de Gedinne), Louette-Saint-Pierre (commune de Gedinne), Malvoisin (commune de Gedinne), Martinrive (commune d'Aywaille), Mélin (commune de Jodoigne), Montquintin (commune de Rouvroy), Mozet (commune de Gesves), Paradis (commune d'Aywaille), Patignies (commune de Gedinne), Pavillonchamps (commune d'Aywaille), Petite Gesves (commune de Gesves), Playe (commune d'Aywaille), Quarreux (commune d'Aywaille), Rienne (commune de Gedinne), Saint-Remy-Geest (commune de Jodoigne), Sart-Custinne (commune de Gedinne), Sècheval (commune d'Aywaille), Serville (commune de Onhaye), Sohier (commune de Wellin), Sougné (commune d'Aywaille), Sur la Heid (commune d'Aywaille), Sorée